

SAIDA

Les détenus de Hassasna interrompent leur grève de la faim

Les onze détenus de Hassasna dont quatre sont incarcérés au centre de rétention pour mineurs (CRM) et les sept autres à la maison d'arrêt de Saïda, ont cessé leur mouvement de grève de la faim depuis jeudi dernier, avons nous appris auprès de leurs familles.

En effet, ces détenus ont été contraints, selon la même source, d'abandonner leur mouvement de grève de la faim déclenché pour une durée illimitée et cela au 18^e jour. « Nos enfants ont décidé d'arrêter la grève de la faim après qu'ils eurent été transférés dans des cellules individuelles.

Ainsi, mon fils ne pouvant supporter le froid glacial de la geôle a décidé d'arrêter la grève de la faim » nous confie Mme Guendouz Kheira qui se lamente sur le sort de son fils. Un autre proche du détenu Rahmani Cheikh nous montre un certificat médical, établi par un médecin psychiatre attes-



tant une maladie mentale à 80 %. « Mon frère est un malade mental et on l'a mis en prison ; pis encore, il n'a toujours pas perçu ses 1000 DA/mois d'allocation et cela depuis son incarcération le 8 août de l'an dernier », nous

déclare son frère. Les familles des détenus nous confient également que leurs enfants n'ont pas signé le P-V final mercredi dernier du juge d'instruction près le tribunal de Saïda. Cela dit, M. le procureur général aurait reçu une délégation de la Ligue des droits de l'homme mercredi dernier, selon une source digne de foi, et qui s'appare à donner une conférence de presse,

toujours selon la même source, afin de faire la lumière sur cette affaire dramatique. En tout état de cause, les détenus, selon leurs familles, ne se révoltent pas uniquement contre la qualification de leurs actes en crime au lieu de délit mais se demandent pourquoi ils sont emprisonnés alors que l'enquête du wali n'a pas été rendue publique.

Abdelkader Ouedjedi

La DAS lance 80 projets de développement communautaire

80 projets de développement communautaire ont été lancés durant l'année en cours, avons-nous appris du directeur de l'Action sociale de la wilaya de Saïda.

Ces projets qui ont été proposés par 13 communes hormis celles de Ain-El-Hadjar, Hounet et Ain-Soltane dont les P/APC étaient absents, dit-on, ont fait l'objet d'une étude au sein d'un comité ad hoc puis approuvés. La DAS espère toutefois que l'Agence de développement social (ADS), à travers sa commission nationale d'arbitrage, donnera son accord pour ces projets. Notons que chaque projet est estimé à 4 millions de dinars et s'ils sont créateurs d'emplois ; ils sont aussi vitaux pour le développement socio-économique des communes deshéritées.

Rien que la construction, l'aménagement et l'équipement des salles de soins sont à eux seuls d'un grand intérêt pour des populations qui souffrent de l'absence d'une couverture médicale. Cela dit, ces 80 projets touchent aussi des domaines variés comme l'assainissement, l'AEP, l'éclairage public, l'environnement et divers réseaux. Rappelons que la wilaya de Saïda n'a bénéficié en tout et pour tout que de 8 projets en 2004, 2 projets en 2001, 4 projets en 2002 et 3 en 2003. « C'est un programme social qui vise les populations les plus démunies », nous dira notre interlocuteur. Interrogé par nos soins sur le nombre des localités démunies dans la wilaya de Saïda, notre source nous citera Hounet, Dhoui Thabet, Ain Soltane et précisera que la commune de Tircine (38 km au nord-est du chef-lieu de wilaya) est le lieu par excellence de la pauvreté.

En somme ces projets participent au développement des populations démunies et qui continuent de vivre dans le dénuement.

A. O.

SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE A TISSEMSILT

Les associations professionnelles saisissent le wali

Décidément, la crise qui couvait depuis longtemps au sein des associations professionnelles de la wilaya de Tissemsilt en raison de leur exclusion, diront-elles, par l'administration a bien fini par éclater à l'issue d'une rencontre organisée enfin de semaine par l'Association de défense des droits des entreprises en collaboration avec la Confédération algérienne du patronat de la wilaya de Tissemsilt. Les participants à ce conclave, dans leur majorité des adhérents aux deux organisations précitées (gérants de société, bureaux d'étude, opérateurs économiques, fonctions libérales, etc.), après d'âpres discussions sur leur situation, n'ont pas fait dans la dentelle pour s'élever contre les dépassements qu'ils imputent à l'ex-wali. M. Settah Boualem, président du patronat à Tissemsilt, n'a pas tergiversé en réitérant ses accusations contre l'ancien chef de l'exécutif de façonner les choses à sa manière au point d'instaurer une politique favorisant les uns au détriment des autres, à même de laisser planer un climat de dissensions au sein des associations professionnelles de la wilaya. Le même intervenant devait, par ailleurs, nous indiquer qu'en dépit de l'enveloppe conséquente allouée à la wilaya au titre des différents programmes de développement, le dénuement, le chômage et la malvie restent immuables. Evoquant ouvertement les dysfonctionnements dans certains secteurs jugés sensibles du fait de leur rôle dans le développement local, un autre participant a qualifié d'aberrants les agissements du DUC avec l'improvisation des lois. « Sinon comment expliquer le fait d'exiger des entrepreneurs des certificats de qualification catégorie 02 pour de simples travaux d'aménagement ? » s'indigne-t-il. D'autres responsables n'ont pas été épargnés, entre autres ceux des services techniques de l'OPGI et de la DLEP. La dégradation effrénée du tissu urbain, l'absence des normes et le non-respect des délais de réalisation sont autant de lacunes enregistrées en ce sens. Pour preuve, plusieurs constructions fraîchement lancées, dont des établissements scolaires, comportent des malfaçons et des anomalies en l'absence de suivi et de contrôle. Saisissant l'opportunité, certains représentants d'organisation ont tenu à avertir des éventuels risques de dérapage pouvant découler de la lenteur et de la bureaucratie de l'administration citant le cas des fournisseurs et autres opérateurs ayant observé dernièrement un sit-in devant le siège de la CRMA et de la BADR pour protester contre le non-paiement de leurs factures toujours en souffrance au niveau de ces institutions financières. Il convient de souligner que cette rencontre de constat et d'évaluation devait être sanctionnée par la rédaction d'un communiqué en guise d'appel de détresse au wali de Tissemsilt, qui détient déjà un rapport détaillé dans ce contexte, nous fait savoir le premier patron de la CAP qui se dit toutefois rassuré que la région de l'Ouarsenis connaîtra à coup sûr des lendemains meilleurs au bonheur de la population locale en quête d'un meilleur sort socio-économique.

M. B.

POUR UNE MEILLEURE EXPLOITATION DES SITES DE CONCASSAGE

Une commission opérationnelle installée à Tiaret

Dans un souci d'aspirer à une exploitation dans un cadre meilleur et légal des différents sites de concassage répartis sur le territoire de la wilaya dont celui situé au lieu-dit Kbouba à Oued-Lili, au nord du chef-lieu, il a été procédé à l'installation, par le wali de Tiaret, d'une commission opérationnelle présidée par le secrétaire général de la wilaya, et ce, à l'issue d'une réunion tenue avant-hier.

Cette dernière composée des responsables des secteurs de l'agriculture, des Domaines, du cadastre, des mines et de l'industrie et des forêts, est appelée désormais à œuvrer dans le sens d'étudier d'abord la situation de ces stations, ensuite trouver le moyen de les structurer et du coup les rentabiliser sachant que la wilaya de Tiaret s'appare à lancer une série de projets d'envergure dans le domaine de l'habitat ou encore des travaux publics, d'où l'importance des agrégats, sable et autres matériaux de construction, que peuvent rendre disponibles ces sta-

tions. L'installation de cette commission intervient, faut-il le rappeler, après le déclenchement d'une vaste campagne de lutte contre l'exploitation illicite de ces sites, ciblant quelque 40 stations avec la saisie d'une trentaine d'appareils de concassage que leurs propriétaires utilisaient sans autorisation des services concernés.

Il convient de préciser dans ce contexte que ce créneau porteur fait l'objet actuellement de convoitises par une société privée dénommée Agrex spécialisée en la matière et dont la capacité de production des agrégats atteint,



selon son gérant, 1500 m3 par jour avec la création de cinquante postes d'emploi permanents, ce qui laisse suppo-

ser qu'un partenariat n'est pas à écarter dans le cadre de cette activité.

Mourad Benamer